

OIF : Vers une candidature de la France pour contrer Buyoya ?

@rib News, 12/09/2014 Francophonie : quelles chances pour Buyoya? Paru dans le Calame N°945 du 9 septembre 2014 Haut-représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (Misahel), Pierre Buyoya est aussi le candidat favori au secrétariat général de la Francophonie. Aux lendemains de la remise "Rapport Attali" à la présidence française dont la réserve manoeuvrière alimente les rumeurs d'une candidature souterraine, l'ex-président du Burundi entame une tournée occidentale pour lancer sa campagne dans la lignée de ses prédécesseurs qui avaient fait de l'organisation une puissance politique internationale. [Photo : Pierre Buyoya, en conférence de presse le jeudi 4 septembre, Hotel Marriott (Paris-Champs Elysées)]

"À Francophonie, Francophilie..." Considérant que depuis le Sommet de Hanoï (1997), la francophonie est devenue une puissance politique, culturelle et pacifique, Pierre Buyoya inscrit sa candidature dans la lignée de ses missions de médiateur pour la francophonie dans l'espace africain et francophone : "mon ambition est de consolider et développer les acquis politiques de la francophonie sous la direction de Boutros Ghali et Abdou Diouf. Aujourd'hui, l'organisation doit cesser d'être un club de chefs d'état pour devenir une assemblée des peuples en s'ouvrant à la jeunesse et en s'adaptant à la mondialisation. Depuis une décennie, je sers la francophonie politique dans toutes ses missions majeures au service de la paix, la démocratisation, l'éducation et la défense des droits de l'homme. Tout en innovant dans le développement économique et durable ". À l'intitulé " Francophonie et Francophilie : moteurs de croissance durable", rapport de Jacques Attali incline autant de propositions que de pays membres autour de sept axes majeurs allant du tourisme au numérique en passant par le développement durable. Boudé par la presse africaine, le patron de "Planète Finance" est suspecté d'alimenter une stratégie française en faveur du retour au leadership post-colonial : "l'objectif ultime, c'est de créer une union francophone qui donnera à la France un levier d'influence et aux pays francophones un moyen d'agir ensemble tout à fait considérable..." Au terme d'une mission lancée en avril dernier comme la candidature de l'ex-président burundais, certains commentateurs dénoncent une offensive élyséenne qui nourrit les rumeurs de crise au Sommet de Dakar en novembre prochain. Basse cour post-coloniale Si le candidat Buyoya salue les conclusions d'un rapport qui conforte sa vision d'une "union francophone qui devient un acteur politique et économique important dans le monde", ses soutiens africains redoutent un inévitable revirement-surprise de l'Elysée : "la francophonie a trop souffert de son image de basse cour post-coloniale. Après avoir imposé son candidat aux états africains, la France avait sauvé le sommet historique de Hanoï en s'engageant à abdiquer le choix du secrétaire général aux chefs d'état africains. Serait-ce le cas avec la gauche française qui n'a jamais rien compris à l'Afrique qui héberge l'immense majorité des francophones". En effet, l'expert français et son commanditaire élyséen insistent sur la doxa économique diffusée par la candidate canadienne sur le mode de l'africain qui tarderait à entrer dans l'histoire : "il y a un souci de voir l'organisation avancer sous une impulsion moderne pour en faire un espace de stratégies économiques pour tous ces pays africains qui sont nombreux à être sur le tarmac de l'émergence." Pourtant le rapport ne va pas aussi loin que l'ex-gouverneur générale de la couronne britannique, Michaëlle Jean qui voudrait passer de "la Francophonie politique" à "une francophonie économique". En tout cas, le Mali vient de retirer la candidature de son ex-président au lendemain de l'offensive médiatique de Pierre Buyoya. Un pas supplémentaire vers un candidat unique pour le continent africain qui pourrait dissuader Marianne d'ourdir ou adouber une candidature souterraine. Au risque de réveiller les fantômes de Hanoï, l'Elysée et Maignon voudraient-ils ajouter une rébellion d'états francophones aux frondes intérieures des parlementaires et ministres de leur majorité àcolo-socialiste...? Cheikh Touré